

Des constatations particulières illustrent ces tendances générales, et notamment :

- Les diplômés universitaires ont plus tendance (68 % contre 62 % en moyenne) à penser que l'Accord de libre-échange serait une bonne ou une très bonne chose pour l'économie canadienne;
- Par ailleurs, ils s'attendent également plus à une baisse des prix à la consommation en raison du libre-échange, cette tendance étant d'autant plus marquée que le niveau d'instruction des répondants est élevé;
- Quant aux secteurs particuliers, plus le niveau d'instruction des répondants est élevé, plus ils estiment que l'industrie canadienne de l'automobile et des pièces d'automobiles souffrirait d'un accord de libre-échange. En revanche, les diplômés universitaires canadiens, plus que la moyenne des répondants, pensent que la situation du secteur du pétrole et du gaz s'améliorerait dans le cadre d'un accord de libre-échange; et
- Les Canadiens plus instruits ont proportionnellement plus tendance à croire que l'Accord de libre-échange nuirait à l'industrie "du cinéma, des livres et des revues", 62 % des diplômés universitaires étant de cet avis.

Les données indiquent clairement que la question de l'indépendance préoccupe au plus haut point les Canadiens ayant suivi des études universitaires ainsi que ceux qui poursuivent actuellement "des études", et qu'ils ont plus tendance que la moyenne des répondants à s'opposer sur cette base à l'Accord de libre-échange.

Certains faits saillants des données sont révélateurs de cette tendance :

- La crainte que le Canada perde graduellement le contrôle de "sa capacité à prendre ses propres décisions d'ordre économique" est plus marquée chez les Canadiens moins instruits que chez ceux ayant un niveau d'instruction plus élevé, ce qui constitue une exception mineure à la tendance;